

Le financement des renouvelables se complique

 greenunivers.com/2021/07/le-financement-des-renouvelables-se-complique-264241

Romain Chicheportiche

9 juillet 2021

Intitulée « vents contraires sur les conditions de financement », la première table ronde de la 7^{ème} conférence de *GreenUnivers* sur le financement des EnR en France a permis de faire le point sur les tendances actuelles. L'occasion aussi d'évoquer les turbulences engendrées par la renégociation des tarifs solaires pré-2011.



« Les producteurs perdent tout »

(© Natalie O'Lenskie)

La révision imminente des tarifs des anciennes centrales solaires par le gouvernement est perçue comme une menace sur les conditions de financement des EnR. « Le meilleur moyen de faire baisser les coûts, c'est que l'argent ne soit pas cher », estime Nicolas Rochon, fondateur et président de RGreen Invest, qui cite en exemple l'Allemagne où la parole de l'Etat est jugée plus crédible que l'Espagne ou l'Italie. Les financeurs ne sont pas les premières victimes selon lui : « Les banques seront remboursées mais les producteurs, eux, vont tout perdre ».

Antoine Huard, président de France Territoire Solaire et directeur général du jeune Verso Energy, regrette aussi le côté chronophage qu'entraînera l'activation de la clause de sauvegarde pour les détenteurs de ces contrats : « Tout le temps passé à traiter ces dossiers ne sera jamais récupéré ». Philosophe, l'ancien DG de la Générale du Solaire réaffirme son appétit pour le développement solaire en France, mais avec une approche plus diversifiée. « Cet épisode me conforte dans l'idée de répartir les risques entre des installations en appel d'offres, en *corporate PPA*, voire en *merchant* ».

En effet, les conditions du marché de l'électricité sont actuellement particulièrement attractives. « Avec un prix de marché de 70 €/MWh nous sommes à l'aise pour financer mais cela va-t-il durer ? », s'interroge Christine Delamarre. La directrice générale d'Unifergie & Auxifip se montre plus affirmative sur les taux d'intérêt amenés à remonter : « Nous sommes sur un plancher de taux bas qui ne va pas durer car les anticipations sont inflationnistes », explique-t-elle. Un avis partagé par Nicolas Rochon qui pointe par ailleurs du doigt les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, notamment

photovoltaïques, et la hausse du prix des matières premières. « Autant de variables externes qui peuvent casser les modèles d'affaires des développeurs », ajoute-t-il. D'où la nécessité des appels d'offres publics « en base » qui assurent un minimum de volumes contrairement aux CPPA. Comme le résume Nicolas Rochon : « Nous voulons nous libérer de l'Etat, mais nous avons encore besoin de lui ».